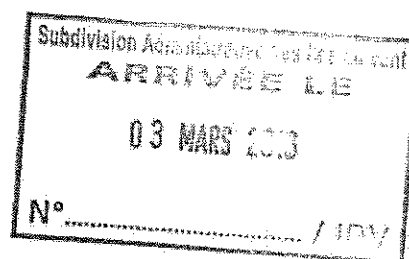




Ville de Pirae
3A

N° 041/2016

du - 3 MARS 2016



ARRETE MUNICIPAL

Règlementant la baignade et les activités nautiques sur le littoral de la commune de Pirae.

Le Maire de la Ville de Pirae

AMPLIATIONS :

Ville de Pirae	1
Int s/c Ville de Pirae	1
I.D.V.	1
	3

Notification* ou Publication :

Le..... - 4 MARS 2016

(*signature , Nom et Prénom)

- Vu La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu Le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-3 et L 2213-23 ;
- Vu L'arrêté n° 173/AA du 30 janvier 1965 instituant la commune de Pirae ;

Considérant qu'en vertu de ses pouvoirs de police municipale, il appartient au maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;

Considérant qu'en vertu de son pouvoir de police spéciale en matière de baignades et d'activités nautiques, il appartient au maire de réglementer les zones destinées à cet effet jusqu'à une limite de 300 mètres à compter de la limite des eaux ;

Considérant que pour des raisons de salubrité et de sécurité publique, il y a lieu d'interdire la baignade aux embouchures des rivières de la Fautaua et de la Hamuta ;

Considérant qu'en dehors des zones de baignades interdites, l'ensemble du littoral de la commune de Pirae est considéré comme étant une zone de baignades et d'activités nautiques non surveillée ; que ces pratiques s'exercent aux risques et périls des intéressés ;

Considérant qu'afin de prévenir les baigneurs de tout danger éventuel, il est primordial d'assurer l'information du public par l'instauration de signalisation.

ARRETE

INTERDICTION DE LA BAIGNADE :

Article 1^{er} : La baignade est interdite aux embouchures des rivières de la Fautaua et de la Hamuta dans les limites fixées en annexe du présent arrêté.

Cette interdiction entre en vigueur à la date du présent arrêté et jusqu'à ce que le Centre de l'Hygiène et de la Salubrité Publique atteste d'un seuil de qualité des eaux compatible avec ces fréquentations.

BAIGNADE NON SURVEILLEE ET RESPONSABILITES :

Article 2 : L'ensemble du littoral de la commune est considéré comme étant une zone de baignades et d'activités nautiques non surveillées.

Article 3 : Les baignades et les activités nautiques sont pratiquées aux risques et périls des intéressés.

Article 4 : Les mineurs relèvent de la responsabilité des parents ou de tout adulte les accompagnants.

Article 5 : Des panneaux d'information sont apposés dans les zones d'accès au littoral.

SANCTIONS :

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

VOIE DE RECOURS :

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois (2) à compter de sa date de notification.

EXECUTION :

Article 8 : Le Directeur général des services, le service de la sécurité civile et publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal Officiel de la Polynésie française* et communiqué partout où besoin sera.

Le Maire

Edouard FRITCH

